

Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes du 21 au 28 août 2019

Mexique

2018 – PIB : 1223 Mds USD | Pop : 125 M hbts

Relation Mexique / États-Unis

La Vice-ministre mexicaine du Commerce Extérieur, Luz María de la Mora, espère une ratification du T-MEC avant la fin de l'année. Selon elle l'examen du traité s'est poursuivi en dépit de la suspension des travaux du Congrès américain pour congés.

Économie

Les chiffres définitifs de la croissance économique du T2 2019 montrent une stagnation de l'activité en glissement trimestriel. En termes annualisés, le PIB croît très marginalement, à +0,3 % g.a. (vs. +0,1 % g.a. au T1 2019). L'industrie perd -0,2 % g.t. Les services croissent de +0,2 % g.t. et l'agriculture perd -3,4 % g.t. (pour mémoire l'agriculture représente 3 % du PIB mexicain).

Banxico a révisé à la baisse ses prévisions de PIB et d'inflation. La Banque centrale prévoit une croissance du PIB de 0,45% pour 2019 contre 1,3% précédemment et réduit ses prévisions d'inflation pour le quatrième trimestre 2019 à 3,2% contre 3,7% auparavant. Par ailleurs, les membres du conseil ont annoncé avoir réduit leur estimation sur la création d'emplois – 450 000 à 550 000 nouveaux emplois formels contre 530 000 à 630 000 antérieurement.

Selon Banxico, le déficit de la balance courante devrait s'améliorer et atteindre en 2019 1,2 % du PIB contre 1,9 % précédemment. En effet, au deuxième trimestre 2019, la balance courante mexicaine s'est améliorée et a connu un excédent de 5,1 Mds USD soit 1,6% du PIB, son plus haut solde positif depuis 1980. La composante commerciale de la balance regroupant les échanges internationaux de biens et services a connu un surplus de 3,6 Mds USD. Les *remesas* ont quant à elles augmenté de 3,8% g.a pour atteindre 9,4 Mds USD sur la période. Enfin, les Investissements Directs Etrangers ont contribué négativement à la balance courante, se contractant de 37% g.a. sur le second trimestre 2019.

12 900 micros, petites et moyennes entreprises ont été créées au premier semestre, un chiffre en baisse de 26% par rapport au S1 2018. Il s'agit de la plus forte baisse depuis 5 ans pour ce segment, qui représentent 99% des entreprises enregistrées auprès de l'Institut Mexicain de la Sécurité Sociale (IMSS).

Le taux de change MXN/USD est passé pour la première fois de l'année au-dessus des 20 MXN pour 1 USD, terminant la séance du jeudi 29 août à 20,12 MXN/USD. Depuis le début de l'année 2019, le MXN a perdu 35,95 centimes soit une baisse de 1,8%. Le MXN (à l'instar d'autres devises émergentes) est affecté par une « guerre de devises » qui profite à l'USD dans un contexte d'aversion au risque.

Les exportations non-pétrolières ont enregistré une croissance de 8,6% (g.a.) au mois de juillet totalisant 37,6 Mds USD, soit leur plus forte progression en 9 mois. Cette hausse a principalement été tirée par la hausse des exportations vers les Etats-Unis (+10,6% g.a.), le principal marché des exportations mexicaines, tandis que les exportations vers le reste du monde ont diminué de 0,3%. Les secteurs agroalimentaire et automobile ont connu les deux meilleures croissances avec respectivement +31% et +13% de hausse des exportations sur le mois.

L'indicateur de croissance économique mensuel (IGAE) montre une modeste récupération de l'activité en juin dernier, à +0,2 % g.m. (vs. 0,0 % g.m. en mai). L'industrie, suite à une longue période de chute et une baisse de 2,1 % g.m. en mai, croît de +1,1 % g.m. Les services stagnent sur le mois (0,0 % g.m.) et l'agriculture perd -1,7 % g.m. En termes annualisés, l'activité croît de +0,2 % g.a. en juin (vs. -0,2 % g.a. en mai).

L'inflation baisse plus que prévu et surprend sur la 1^{ère} quinzaine d'août : les prix baissent de 0,08 % g.m. et l'inflation atteint ainsi +3,29% g.a, comprise dans la cible de la Banque centrale (3 % ± 1 %) (vs. 3,72 % g.a. sur la 2^{nde} quinzaine de juillet). L'inflation atteint ainsi un niveau inférieur à la prévision du consensus et son niveau le plus faible depuis décembre 2016. L'inflation non sous-jacente connaît une décélération, à 3,77 % g.a. vs. 3,83 % g.a. sur la 2^{nde} quinzaine de juillet. C'est toutefois l'inflation sous-jacente qui explique en grande partie la décélération (1,81 % g.a.).

La situation économique est la première raison mentionnée par les entreprises pour la non-utilisation d'un crédit bancaire (55 % des réponses), selon une enquête de Banxico. 45 % mettent en avant le niveau des taux d'intérêt, 44 % les garanties exigées par la banque. 25 % des entreprises interrogées par Banxico ont souscrit à un nouveau crédit bancaire au T2 2019 (+3,4 pdp vs. T1 2019)

Dans le cadre de la politique d'austérité menée par le gouvernement fédéral, le Ministère de l'Économie a annoncé la fermeture au 31 octobre 2019 de 6 bureaux commerciaux de « ProMéxico » situés au Canada, au Japon, en Chine, en France, en Belgique et en Uruguay. Pour mémoire, 500 M USD avaient été investis au cours du sexennat Peña Nieto (2012-2018) dans ces bureaux destinés à promouvoir et soutenir les investissements étrangers au Mexique sous l'appellation « ProMéxico ».

Le Ministère des Finances annonce avoir trouvé un accord avec les fonds de pension mexicains (Afores) pour réduire les commissions facturées de 20 à 35 points de base, soit une économie globale de 5 Mds USD pour les travailleurs mexicains. D'après le Ministre des Finances, cela permettrait aux travailleurs qui entrent dans la vie active aujourd'hui de bénéficier d'une pension supplémentaire de 10% au moment de leur retraite. Depuis la création des Afores en 1997, les commissions ont diminué de 90% et le taux de rendement réel moyen annuel s'est établi à 5%.

Les fonds de pension mexicains seront plus prudents dans leurs investissements du fait de la faible croissance mondiale et mexicaine selon Jorge Sanchez Tello, directeur de la recherche appliquée à la Fondation d'Etude Financière. Selon lui, il est possible que les investisseurs se rabattent sur la dette gouvernementale, notamment compte tenu du taux directeur élevé de Banxico.

Le S1 2019 a été le pire premier semestre pour le secteur de la construction depuis 2009 : sur ce semestre, la valeur de la production du secteur a baissé de 5,4% g.a. Au mois de juin, la valeur réelle de la production des entreprises de construction a baissé de 7,8% g.a, chutant ainsi pour le 12^{ème} mois de suite, tandis que le nombre d'employés du secteur a diminué de 5,4%, sa plus grande chute sur les 11 derniers mois. Le sous-secteur le plus touché est celui de la construction d'infrastructures de transport.

La Bourse Mexicaine de Valeur (BMV IPC) a perdu 18,2% de sa valeur sur un an glissant, un niveau jamais atteint depuis 2014. La valeur de la capitalisation de l'indice a chuté de 59,6 Mds USD (1200 Mds MXN) sur la période. La décélération de l'économie, l'abandon du projet du nouvel aéroport international de Mexico et le changement d'administration fédérale ont été sources d'incertitude pour les investisseurs.

Les importations de gaz naturel ont atteint 90% de la consommation du pays au S1 2019, trois fois plus qu'il y a 10 ans. Avec 90% de ses importations venant des Etats-Unis, le Mexique connaît la dépendance la plus forte au niveau mondial envers un pays fournisseur selon la Commission National des Hydrocarbures (CNH). Cette augmentation des importations est fortement corrélée à la baisse de la production nationale de 47% sur les dix dernières années. PEMEX a en effet délaissé l'activité suite à la baisse mondiale des prix du gaz naturel pour se concentrer sur des produits plus rentables.

Finances publiques

Selon le Vice-Ministre des Finances, Gabriel Yorio, la priorité immédiate du gouvernement fédéral est la présentation d'un budget réaliste et prudent pour 2020. Dans un entretien avec *El Financiero*, il a déclaré que les sous-exercices relatifs budgétaires vont être corrigés au second semestre de l'année. Pour rappel, 5% du budget programmé n'a pas été dépensé au cours du premier semestre.

L'administration fiscale (SAT) a réduit ses dépenses de collecte d'impôts à un niveau historique au premier semestre 2019, avec 307 M USD dépensés pour récolter 85 Mds USD d'impôts. Cette baisse est la conséquence d'une augmentation de la collecte de 4,4% combinée à une meilleure efficacité de l'administration : 36 centimes de MXN sont dépensés pour 100 MXN récoltés, ce chiffre était de 48 centimes l'année dernière et de 49 en 2017.

Selon le SAT, le recouvrement de la TVA a baissé de 3,7% g.a. au premier semestre 2019 pour atteindre 17 Mds USD. A l'inverse, la collecte de l'impôt douanier a augmenté de 6,9% sur la période. Cette hausse de la collecte dans les 49 douanes du pays est principalement due au recouvrement de l'impôt sur la production et les services qui a augmenté de 58%.

PEMEX

La Commission Nationale des Hydrocarbures (CNH) a autorisé les projets d'investissements de PEMEX dans deux nouveaux champs pétroliers pour les 20 prochaines années, pour un investissement de 1,1 Md USD. Il s'agit des champs « Tlacame » et « Tetl », situés en eau peu profonde dans le golfe du Mexique. Le nombre de projets autorisés à PEMEX par la CNH s'élève désormais à 14 (10,7 Mds USD) sur les 22 projets prioritaires de l'entreprise publique mexicaine. Ces 14 projets (105 puits) devraient produire 270 000 barils de pétrole et 810 M de m³ de gaz par jour.

PEMEX a produit 1,7 million de barils de brut par jour au mois de juillet 2019 soit une baisse de 8,3% par rapport à juillet 2018 et une stagnation par rapport au mois de juin 2019. La production de gaz naturel a crû de 0,8% g.a et de 1% g.m pour atteindre 138 M de m³.

Au premier semestre 2019, les vols de carburant restent à un niveau élevé avec 8655 prises clandestines soit le même niveau qu'en 2018 mais 50% de plus qu'en 2017 selon les chiffres transmis par PEMEX. Au niveau régional, 10 Etats fédérés ont enregistré une hausse des vols de carburant.

Au mois de juillet, PEMEX a raffiné plus de 657 000 barils de brut par jour dans ses 6 raffineries, ce qui représente son meilleur chiffre des 10 derniers mois et une utilisation de 41% des infrastructures. L'utilisation des installations était en moyenne de 41% en 2018 mais de 37% sur les 7 premiers mois de 2019.

Entreprises et grands contrats

Le Mexique devrait bientôt compter sur une 7^{ème} banque de développement qui sera consacrée au secteur agricole : la Financière Nationale de Développement Agricole, Forestier et de la Pêche (FND), à ce jour agence de soutien au secteur, devrait prochainement devenir la Financière Nationale Agricole, une nouvelle banque de développement. Le Directeur général de la FND a indiqué que l'objectif des autorités serait de fournir des prêts de second rang afin de renforcer les intermédiaires financiers présents sur place et fournir ainsi un meilleur accès aux financements pour les agriculteurs.

La Commission Fédérale d'Electricité (CFE), deuxième entreprise publique du pays, et trois entreprises privées (Carso, TransCanada et IEnova) sont parvenues à un accord pour relancer les opérations de sept gazoducs dans le pays qui permettra à la CFE d'économiser 4,5 Mds USD selon le Président Lopez Obrador. Cet accord vient conclure une période de litige qui avait mené la CFE à ouvrir six arbitrages internationaux pour débloquer la construction de nouveaux gazoducs. A terme, ce nouvel accord devrait permettre le transport de 232 M de mètres cubes par jour dont 63 % seront destinés à la CFE. Le secteur privé, en tête duquel Carlos Slim, a salué cet accord donnant des certitudes sur l'activité du secteur et donnant un signal positif aux investisseurs.

L'annulation du Nouvel Aéroport International de Mexico (NAIM) a coûté 3,7 Mds USD (75,2 Mds MXN). Lors d'une conférence de presse, le Ministre des transports et des télécommunications a assuré que les 692 contrats liés à la construction de l'aéroport de Texcoco avaient été liquidés pour 3,7 Mds USD.

Le directeur général de Peugeot Mexico, Igor Dumas, a annoncé une croissance des ventes du Groupe au Mexique de 14% avec plus de 6 200 véhicules vendus à fin juillet 2019 alors même que le marché automobile a marqué le pas sur les sept premiers mois de l'année, avec une diminution de 6,6% des ventes sur le marché mexicain sur la période. Igor Dumas a réitéré son ambition de doubler les parts de marché dans le cadre du plan 2016-2021 pour atteindre 1,0%. En effet, tandis que pour la 3^{ème} année consécutive le marché mexicain est en recul, les ventes de la marque Peugeot progressent chaque année.

Dans une interview donnée au quotidien El Economista, le directeur général d'AXA Mexico D. Bandle a réitéré la confiance de l'assureur français dans l'économie mexicaine. L'entreprise a annoncé un plan d'investissement de 120 M USD sur 5 ans le mois dernier pour fournir des soins médicaux de base en partenariat avec l'entreprise Keraltly. D. Bandle a, par ailleurs, annoncé une croissance de son chiffre d'affaires de 12 % g.a au S1 2019 et une projection de croissance à deux chiffres pour l'année 2019. Pour mémoire, le secteur des assurances mexicain a vu son activité croître de 6,8 % g.a au S1, soit 11 fois plus que la croissance du pays. Le secteur a revu ses prévisions de croissance à la hausse pour l'année à 3,6 %.

| Indicateur | Variation hebdomadaire | Variation sur un an glissant | Niveau du 28/08/2019 |
|-----------------------------------|-------------------------------|-------------------------------------|-----------------------------|
| Bourse (IPC) | +2,16% | -17,53% | 40 942 points |
| Taux de change USD/Peso | +2,18% | +5,45% | 20,11 USD/MXN |
| Taux de change Euro/Peso | +2,11% | +0,22% | 22,28 EUR/MXN |
| Prix du baril de pétrole mexicain | +0,06% | -23,66% | 50,09 USD |

Après avoir baissé à quatre reprises consécutives son taux directeur (passant de 5,25% à 4%), la Banque centrale a décidé de le maintenir à 4% le 23 août dernier. L'autorité monétaire justifie notamment son choix par des prévisions d'inflation légèrement à la hausse sur les prochains mois malgré le ralentissement économique que connaît le pays.

Le Gouvernement prévoit l'émission de bons du trésor au deuxième semestre 2019, pour un montant de 795 M USD sur le marché primaire.

La règle budgétaire devrait s'appliquer à partir de 2020 au Costa Rica, fixant alors un taux de croissance maximum des dépenses courantes de l'Etat à 4,7%.

Le 13ème Forum centraméricain annuel de la concurrence s'est tenu au Guatemala les 22 et 23 août derniers, sur le thème de « l'importance des politiques de concurrence dans les économies de marché ». L'évènement, organisé par le Ministère de l'Economie guatémaltèque a rassemblé 200 participants de 12 pays de la région. Parmi les intervenants extérieurs figuraient des experts du Salvador, du Mexique et des Etats-Unis. On notera que le Guatemala est le seul pays de la région à n'avoir pas encore adopté sa loi sur la concurrence ni, par conséquent, créé une Autorité de la concurrence. Il s'y était pourtant engagé depuis 2013 lors de la signature de l'Accord d'association entre UE et l'Amérique centrale.

Le Guatemala et Israël entament la première phase des négociations en faveur d'un futur accord commercial entre les deux pays. Celui-ci devra notamment permettre de faciliter les exportations de produits agricoles (sucre, café, légumes, viande) vers Israël. Le deuxième cycle des négociations aura lieu courant septembre en Israël, en vue de la signature d'un accord avant la fin de l'année 2019. En 2018, les échanges commerciaux entre les deux pays ont atteint 35 M USD.

D'après la Banque centrale du Guatemala (Banguat), les exportations guatémaltèques vers les Etats-Unis, son principal partenaire commercial, ont atteint 1,9 Md USD au premier semestre 2019, soit une diminution de 4% par rapport à la même période en 2018. Cette baisse s'explique en partie par la chute des cours mondiaux des produits agricoles (en particulier pour le café dont les ventes ont chuté de 16% en g.a). Malgré cette diminution, 35% des exportations du Guatemala ont eu pour destination les Etats-Unis, ce qui en fait son principal client devant l'Amérique centrale (27%).

Entre janvier et juillet, le pays a reçu 3,1 Mds USD de *remesas*, soit 12% de plus qu'à la même période l'an dernier.

En juillet, l'indice de confiance en l'activité économique a enregistré une baisse de 17% par rapport à mai. Les personnes interrogées estiment une croissance trimestrielle de 0,8% pour le troisième trimestre de 2019 (1,1% dans l'enquête réalisée en juin dernier); elles prévoient également une expansion de 0,8% pour le quatrième trimestre de l'année en cours. En ce qui concerne la variation annuelle du PIB, les anticipations des analystes indiquent qu'elle pourrait être de 3,5% en 2019 et de 3,8% en 2020 (3,5% et 3,7%, dans l'enquête du mois précédent).

Selon la Banque centrale du Honduras (BCH), les exportations honduriennes ont atteint 2,3 Mds USD au premier semestre 2019, soit 8% de moins qu'au S1 2018. Cette baisse est principalement liée à la baisse des ventes à l'étranger de café, de papier et de carton, d'or et de banane. Dans le cas du café et des bananes, la réduction est principalement due à la baisse du prix moyen international.

En raison de la crise politique et économique qui affecte le pays, 49 agences bancaires ont été fermées en 2018 et 56 au premier semestre 2019. La Banque centrale du Nicaragua a indiqué qu'en juin 2019, le portefeuille brut du

système financier s'élevait à 4,0 Mds USD, soit 20% de moins qu'au même mois en 2018, dû en partie à la mauvaise performance des crédits commerciaux et personnels.

Après plusieurs mois de répressions meurtrières au Nicaragua, les Pays-Bas suspendent, sur une période minimale de 3 ans, l'octroi d'un don de 21 M USD destiné à financer en partie la construction du nouvel hôpital régional Caraïbe Nord dans la ville de Bilwi (le coût total du projet est estimé à 82 M USD). La construction de ce nouveau centre hospitalier de 17 910 m² (annoncée depuis septembre 2015) sera donc financée uniquement par le gouvernement nicaraguayen et un prêt de la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) à hauteur de 53 M USD.

Panama

2018 – PIB : 65,2 Mds USD | Pop : 4,2 M hbts

L'activité économique du Panama a connu une croissance de 3,1% g.a au premier semestre 2018. Parmi les catégories d'activité économique qui ont affiché une performance favorable figurent: les transports, le stockage et les communications, l'intermédiation financière, les administrations publiques, les industries extractives, l'agriculture, l'électricité et l'eau et les services domestiques.

Le déficit budgétaire du secteur public non financier s'établit à 2,3 Mds USD au premier semestre 2019, représentant 3,3% du PIB, soit quasiment le double par rapport au premier semestre 2018. Ce résultat s'explique notamment par la chute de 7% des revenus (par rapport au premier semestre 2018) et une hausse de 11% g.a des dépenses publiques. Selon le Ministre de l'économie et des finances, si des mesures ne sont pas prises, le déficit devrait atteindre 3,8% du PIB à la fin de l'année.

Environ 260 000 tonnes de concentré de cuivre ont été produites depuis la mine de cuivre de Panama située dans la province de Colon. L'Etat devrait recevoir environ 2% des revenus de la vente des minéraux extraits du projet Cobre Panama.

Au premier semestre de 2019, les exportations ont totalisé 443 M USD, dépassant de 20% le montant enregistré à la même période l'an dernier. Les exportations de banane ont notamment augmenté de 27%, passant de 52 M USD à 66 M USD.

Salvador

2018 – PIB : 26 Mds USD | Pop : 6,6 M hbts

L'entreprise publique LaGeo, filiale de la Comisión Ejecutiva Hidreléctrica del Río Lempa (Grupo CEL), spécialisée dans la géothermie, négocie un prêt de 232 M USD auprès de la Banque Mondiale afin d'accroître de 80 MW sa capacité de production. Ce financement servira notamment à investir d'ici les 4 prochaines années dans ses centrales géothermiques de Chinameca et de San Vicente, dont la capacité de production totale est actuellement d'environ 204 MW d'électricité.

La Banque Davivienda organisera pour la deuxième année consécutive l'*Espacio Tech*, un congrès qui réunit des experts internationaux et plus de 160 entrepreneurs salvadoriens du secteur des nouvelles technologies. L'objectif est de permettre aux start-ups salvadoriennes de présenter leurs projets à des spécialistes ainsi que de recevoir des conseils et un accompagnement personnalisé pour optimiser leur business model.

Haïti

2018 – PIB : 9,5 Mds USD | Pop : 11,1 M hbts

L'inflation continue sa croissance, atteignant 19,1 % g.a. en juillet (+1,6 % g.m.). Elle atteignait 18,6 % g.a. le mois dernier. L'inflation sur les produits alimentaire a atteint 22,4 % g.a, notamment sur les produits alimentaires de première nécessité.

Jamaïque

2018 – PIB : 15,4 Mds USD | Pop : 2,9 M hbts

Le comité de surveillance du programme économique (EPOC), créé dans le cadre du programme FMI, poursuivra son rôle de surveillance après la fin dudit programme en novembre prochain. Le Gouvernement a signé un protocole d'accord permettant à l'EPOC de poursuivre ses activités après novembre, afin que la Jamaïque remplisse ses engagements vis-à-vis des règles fiscales nécessaires pour l'assainissement des finances publiques (dette publique inférieure à 60% du PIB, qui devrait être atteinte d'ici 2025/2026).

L'économie jamaïcaine a connu une croissance de 1 % g.a. au deuxième trimestre 2019. Cette croissance s'explique en partie par l'activité accrue de l'industrie (+1,7 % g.a. – liée notamment à la raffinerie de Petrojam) ; l'augmentation de la demande extérieure, qui a entraîné un dynamisme renaissant de l'hôtellerie et la restauration (+5,6 %) ; ainsi que par l'augmentation de la demande intérieure de biens et de services, stimulée par la croissance de l'emploi. L'agriculture a toutefois connu une contraction de -2,5 % g.a, affectée par des sécheresses. L'activité minière a crû à un rythme soutenu de 4,5 % g.a.

La Banque de Jamaïque (BOJ) a de nouveau baissé son taux directeur de 25 points de base le 28 août 2019 qui atteint désormais 0,5 %. La BOJ a déclaré que la réduction du taux directeur vise à stimuler une expansion plus rapide du crédit pour le secteur privé, afin de relancer l'activité économique, en accord avec l'objectif d'inflation fixé à 4%. La Banque centrale prévoit des pressions à la baisse pour l'inflation, et estime qu'elle aurait pu sortir de son intervalle cible sans action monétaire. Pour mémoire, l'inflation atteint 4,3 % g.a. en juillet dernier, dans l'intervalle cible de la Banque centrale (entre 4 % et 6 %).

République dominicaine

2018 – PIB : 80,9 Mds USD | Pop : 10,3 M hbts

L'inflation a atteint 1,40 % g.a. en juillet, soit un niveau inférieur à la cible de la Banque centrale (4 % ± 1 %). L'inflation sous-jacente atteint 2,04 % g.a. Pour mémoire, la Banque centrale a abaissé de 0,75 pdp son taux directeur depuis juillet 2018.

L'indice mensuel de l'activité manufacturière a atteint 64,6 points en juillet dernier, soit +11,4 pts g.a. Toutes les variables de l'indice ont crû. L'indice d'activité manufacturière croît alors que la croissance devrait faiblir en 2019, à 5,7 % selon le FMI et la CEPAL vs. 7,0 % en 2018.

Le laboratoire d'innovation de la Banque Interaméricaine de Développement (BID Lab) a destiné près de 14 M USD à la République dominicaine depuis le début de l'année. Ces fonds ont été dirigés vers 14 projets, notamment vers des projets d'agriculture résiliente, l'économie de la connaissance et les Smart-City.

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.